

# Cartographie du décrochage scolaire et des risques sociaux de décrochage en Grand Est

Patrice Caro, Unité mixte de recherche (UMR) Espaces et sociétés (ESO)-Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), Université de Caen.

## ATLAS DES RISQUES SOCIAUX D'ÉCHEC SCOLAIRE

L'exemple du décrochage,  
France métropolitaine et DOM

GÉRARD BOUDESSEUL  
PATRICE CARO  
YVETTE GRELET  
LAURE MINASSIAN  
OLIVIER MONSO  
CÉLINE VIVENT

### ATLAS DES RISQUES SOCIAUX D'ÉCHEC SCOLAIRE

L'exemple du décrochage,  
France métropolitaine et DOM

2<sup>e</sup> édition augmentée — 2016

La première parution de l'Atlas ayant donné lieu à de nombreux échanges dans les différentes académies et régions, la présente édition permet de renouveler l'analyse à l'aide de données plus récentes, essentiellement à l'appui du recensement de 2011. Elle est désormais enrichie de données inédites sur les départements d'outre-mer. Pour la France métropolitaine, comme pour les DOM, a été conservé le découpage à l'échelle cantonale antérieur à la réforme de 2015. La présentation prend la forme de fiches académiques, ne tenant pas compte de la fusion de certaines régions. Les données sur ces dernières sont disponibles sur demande.

**GÉRARD BOUDESSEUL** est enseignant-chercheur en sociologie, directeur du centre associé Céreq de Caen, chercheur à l'UMR Espace et sociétés-université de Caen Normandie. Ses recherches récentes portent plus particulièrement sur le décrochage scolaire et sa dimension territoriale.

**PATRICE CARO** est enseignant-chercheur en géographie, directeur adjoint du centre associé Céreq de Caen, chercheur à l'UMR Espace et sociétés-université de Caen Normandie et membre du CNESCO. Ses recherches récentes portent sur les inégalités scolaires d'origine territoriale.

**YVETTE GRELET** est ingénieure de recherches, reconnue comme statisticienne au Céreq et comme spécialiste de l'analyse multivariée ainsi que de l'analyse de données longitudinales des parcours d'insertion dans les enquêtes Génération du Céreq et dans les panels d'élèves de la DEPP.

**LAURE MINASSIAN** est ingénieure de recherches au centre associé Céreq de Caen, chercheuse au sein de l'équipe Escol-Cereq de l'université de Paris 8. Ses recherches récentes portent sur les inégalités sociales et scolaires dans et hors de la classe. Ses méthodes de recherches relèvent de l'analyse qualitative des pratiques langagières et d'analyses quantitatives cartographiques.

**OLIVIER MONSO** est chargé d'études à la DEPP, au sein de l'unité des méthodes et synthèses statistiques. Ses travaux récents portent sur la mixité sociale entre les collèges, la comparaison entre secteur public et privé en termes de contexte et de résultats scolaires, et le rôle du diplôme dans l'insertion des jeunes.

**CÉLINE VIVENT** est chargée d'études au centre associé Céreq de Caen, chercheuse à l'UMR Espace et sociétés-université de Caen Normandie. Ses recherches récentes portent sur les expérimentations de lutte contre le décrochage scolaire et la relation formation-emploi dans les régions.

A



Téléchargeable sur  
[cereq.fr et education.gouv.fr](http://cereq.fr et education.gouv.fr)  
ISBN 978-2-11-151351-8  
e-ISBN 978-2-11-151352-5

26 €



**Céreq**  
Formation - Travail - Emploi  
[www.cereq.fr](http://www.cereq.fr)

UNCAEN  
UNIVERSITÉ  
CAEN  
NORMANDIE










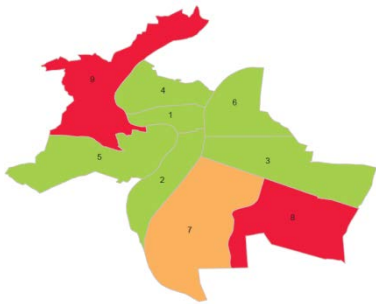
**Céreq**  
Formation - Travail - Emploi  
[www.cereq.fr](http://www.cereq.fr)

# 1. Répartition des risques sociaux d'échec scolaire en France (7 indicateurs, 2011)

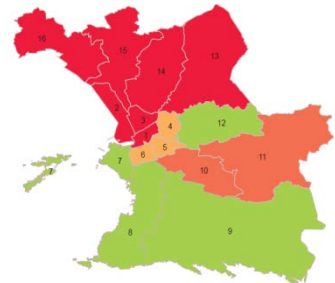
- niveau de revenu (médian) ;
- taux **chômage** (15-64 ans) ;
- précarité en emploi (% contrat à durée indéterminée - CDI) ;
- niveau de diplôme 45-54 ans ;
- familles monoparentales ;
- familles nombreuses ( $\geq 4$ ) ;
- conditions de logement (logement social) ;
- pas de professions et catégories socioprofessionnelles (PCS)

## LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

-  Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
-  Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
-  Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
-  Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
-  Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
-  Sécurité économique et soutien culturel
-  Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

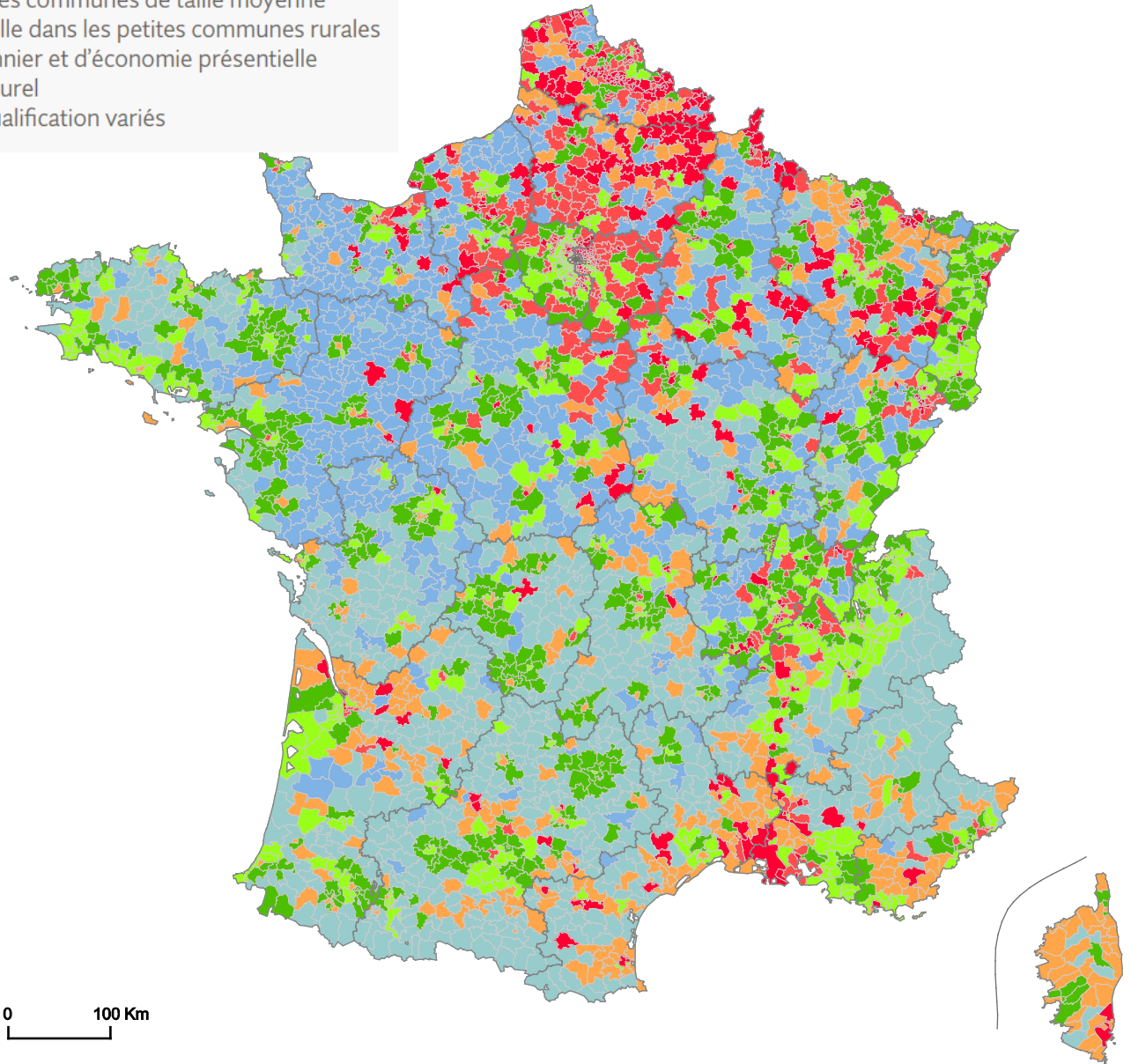




0 2 Km



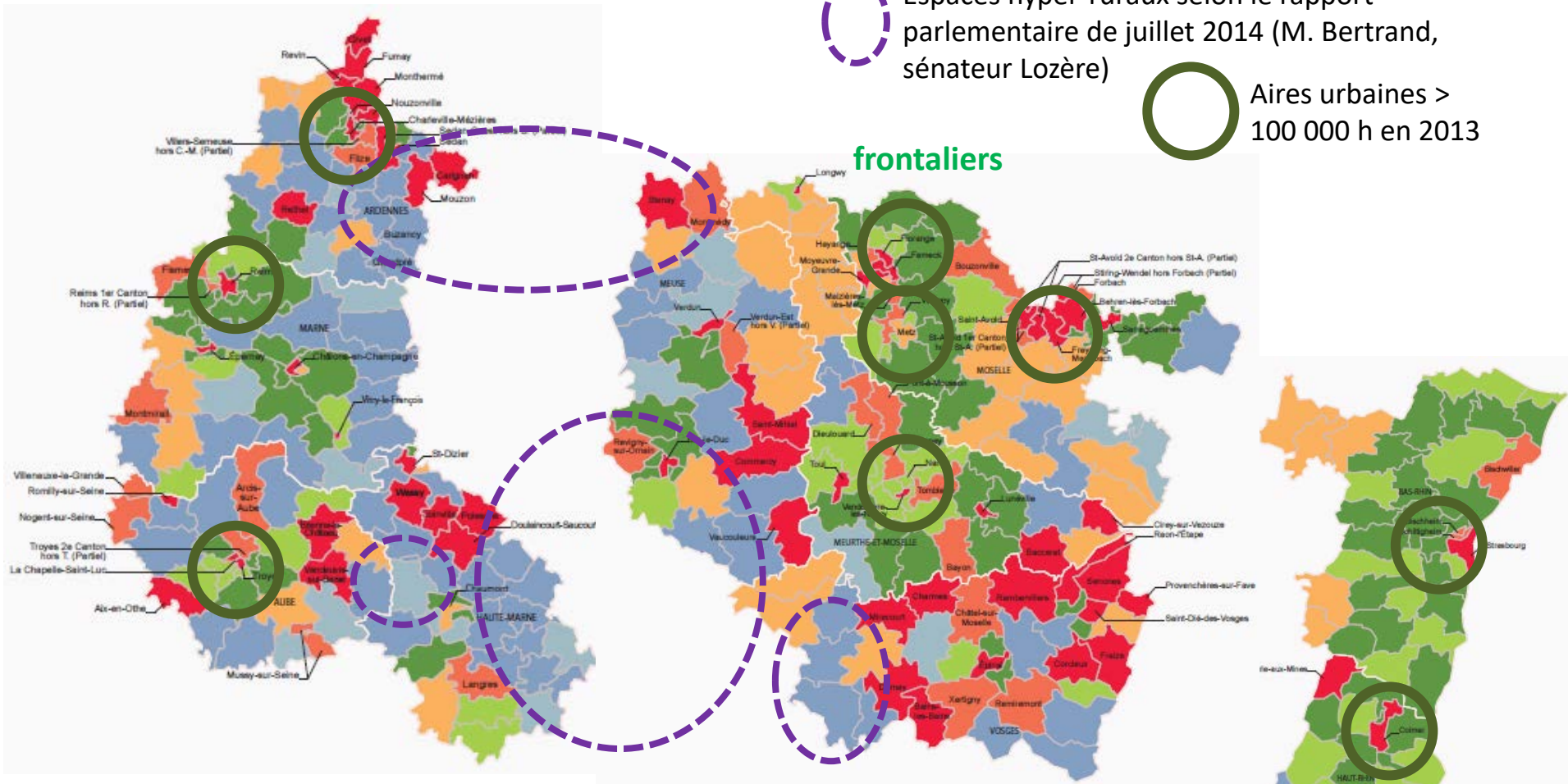
0 3,5 Km

0 100 Km










 Espaces hyper-ruraux selon le rapport parlementaire de juillet 2014 (M. Bertrand, sénateur Lozère)
  Aires urbaines > 100 000 h en 2013

frontaliers



## LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

-  Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
-  Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
-  Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
-  Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
-  Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
-  Sécurité économique et soutien culturel
-  Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

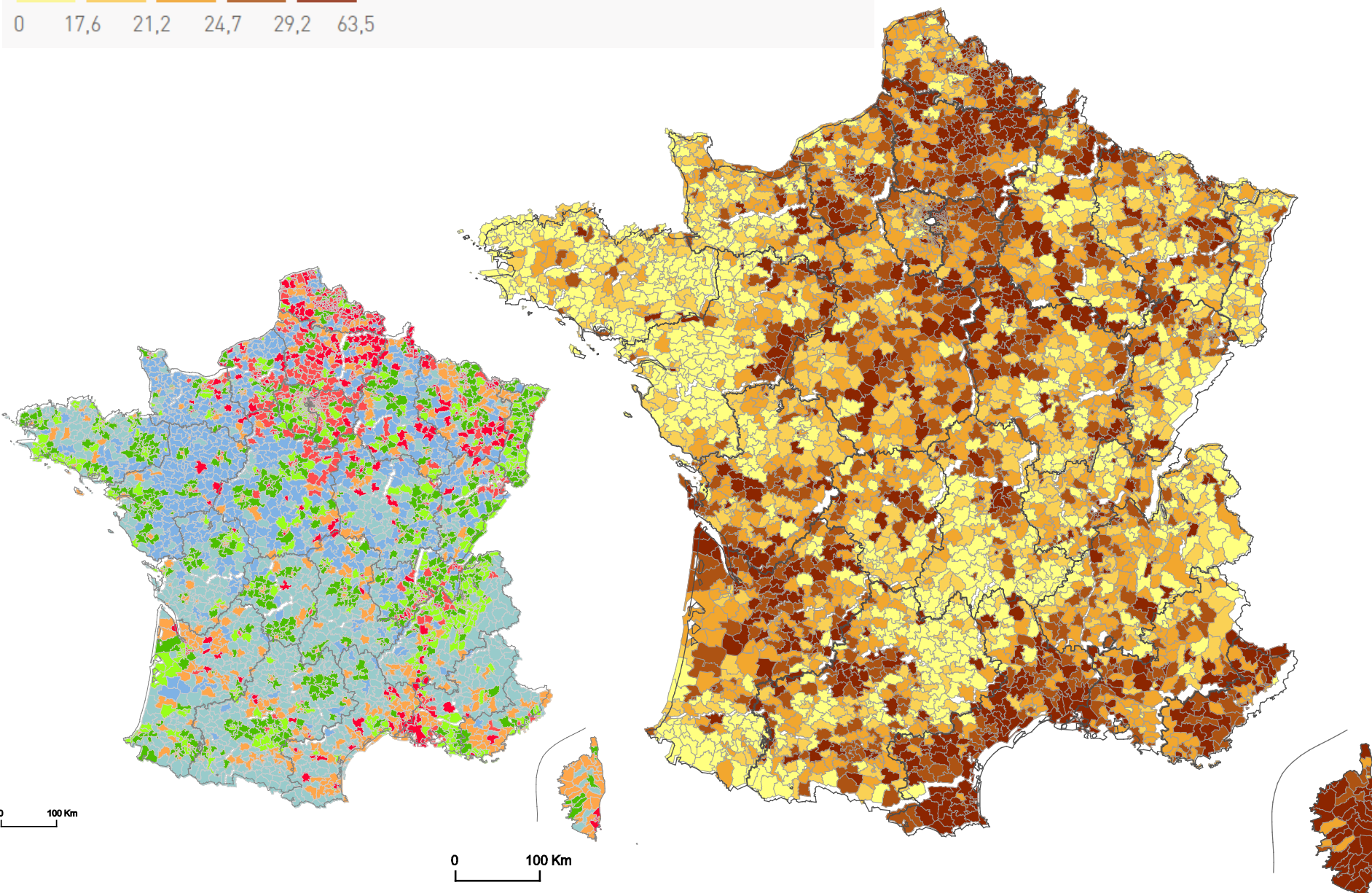
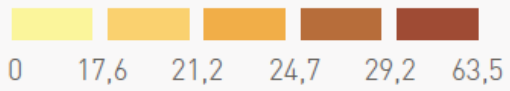
frontaliers

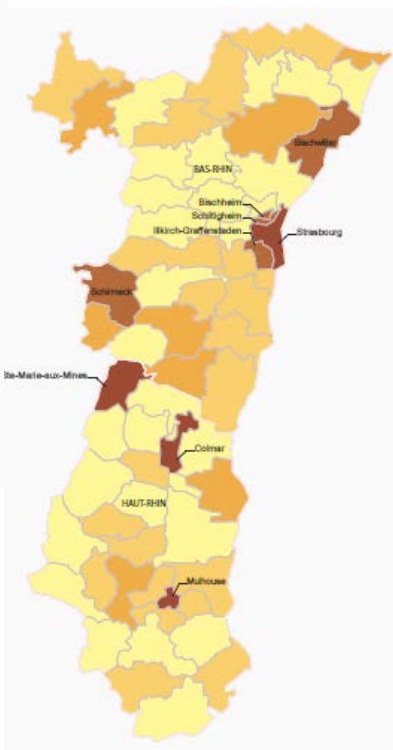
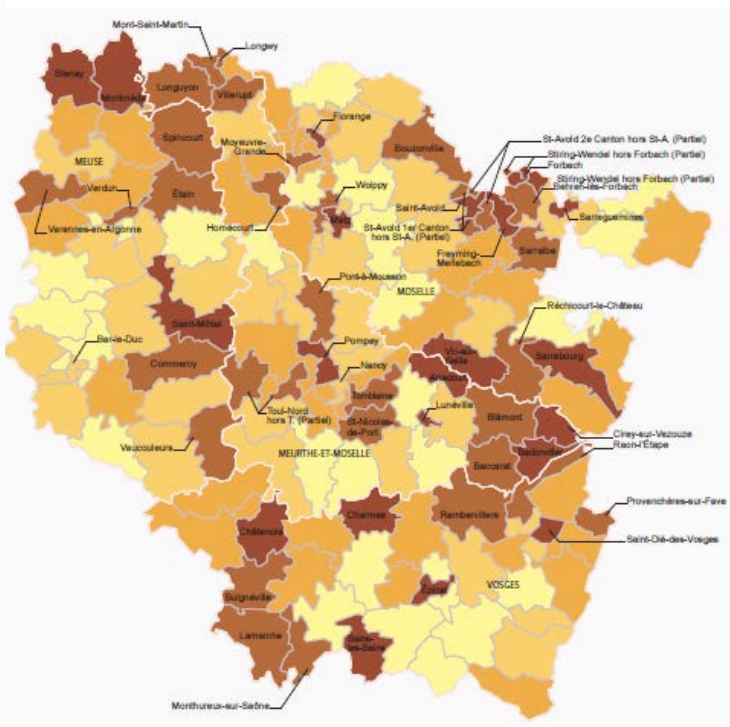
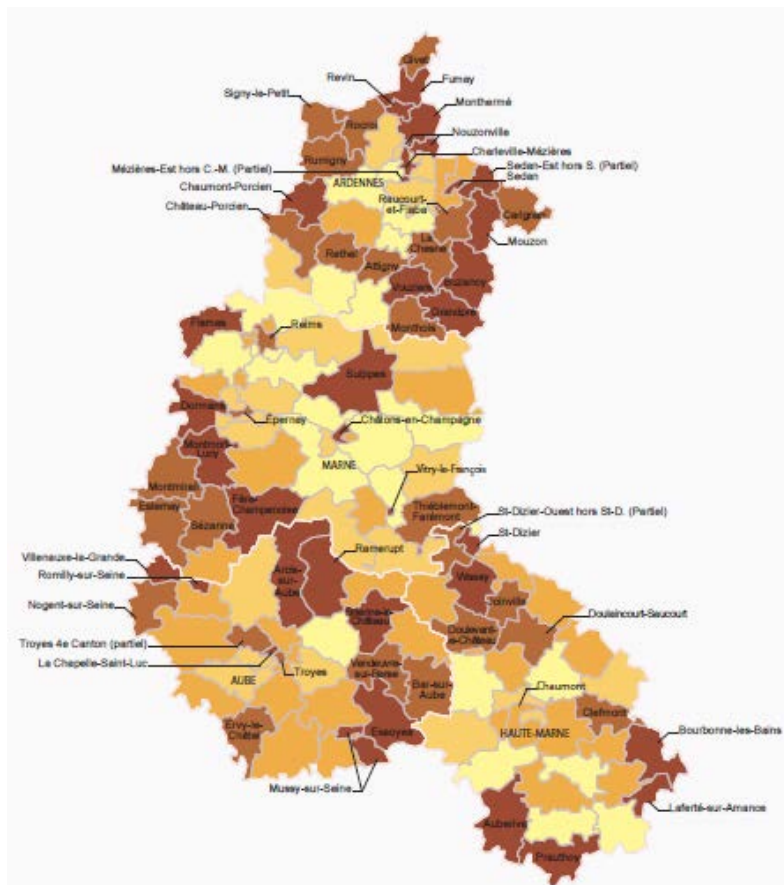
## 2. Confrontation risques sociaux d'échec et décrochage

- Pas de correspondances très nettes, au plan national comme en Grand Est ;
- cependant, un lien entre risques maximum (**cumul**) et décrochage (**Longwy, St Dié, Forbach, etc.**) ;
- **Alsace** à part, favorisée, alors que Champagne-Ardenne en difficulté (niveaux diplôme), et vieux bassins industriels lorrains fragiles.

# LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMIS LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS

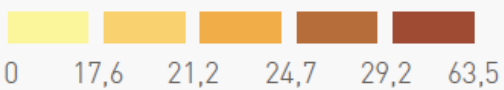
répartie en quintiles et exprimée en %



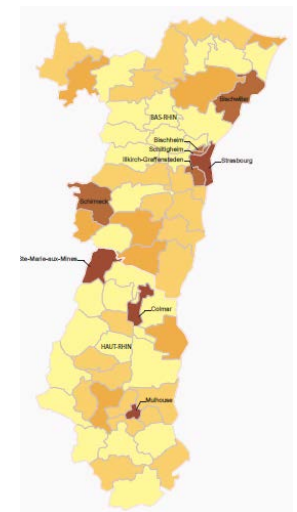
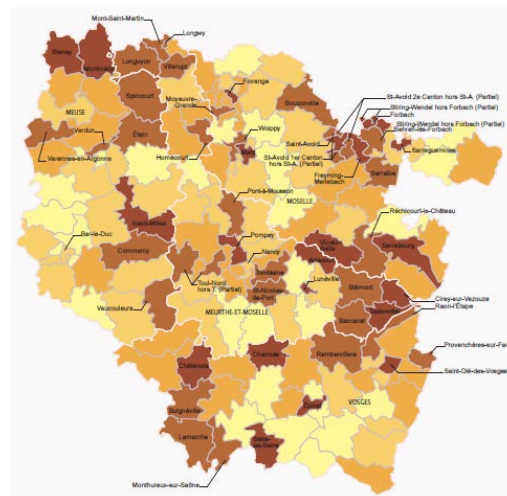
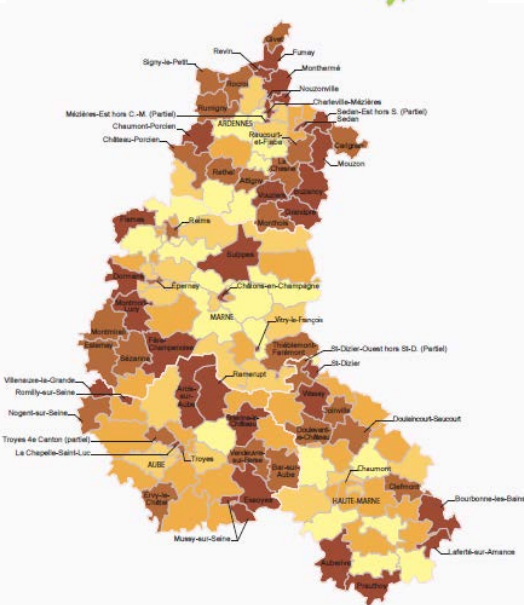
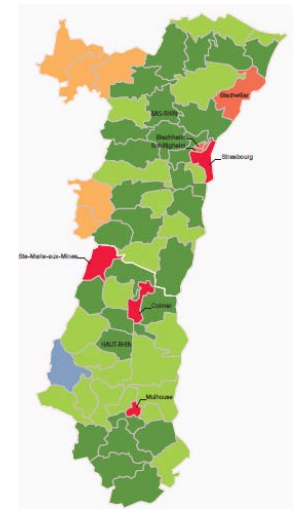
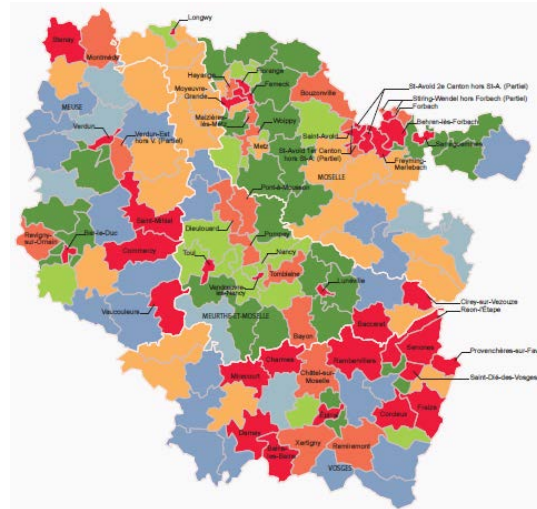
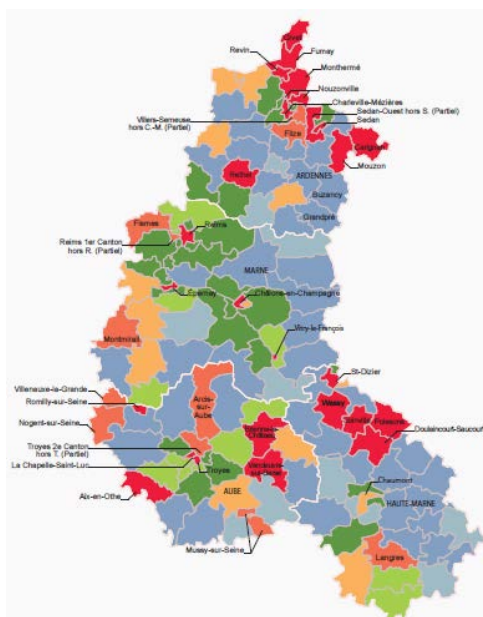


## LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARI MI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS

répartie en quintiles et exprimée en %

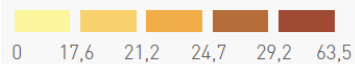






### LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMIS LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS

répartie en quintiles et exprimée en %

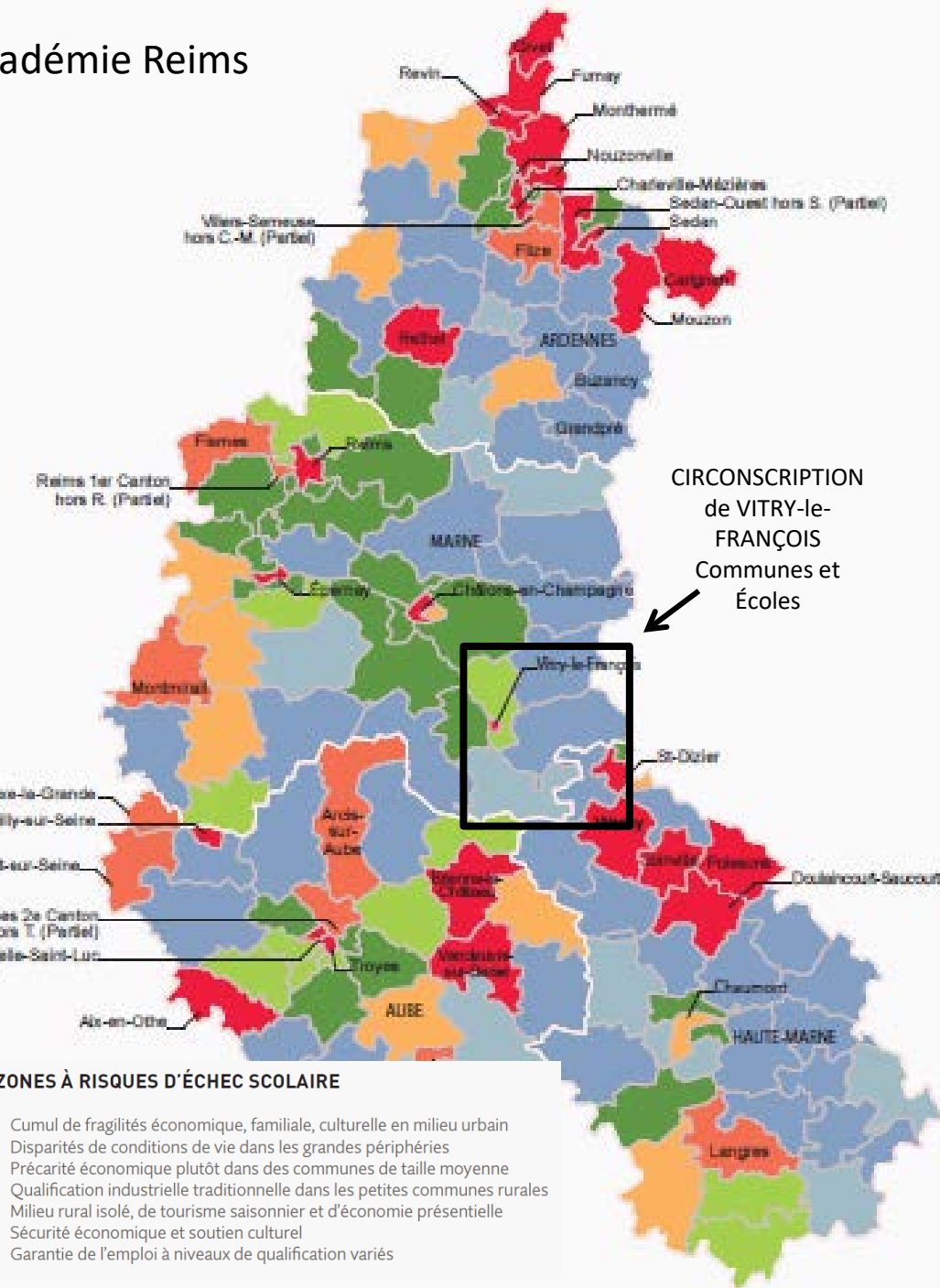


# Conclusion

- Marges des Ardennes, de Haute-Marne et Vosges... les plus concernées, à faible revenu, désindustrialisation, économie agricole et préindustrielle / **Alsace** favorisée ;
- non correspondance stricte entre risques sociaux et décrochage (en 2011) ;
- rôle joué par d'autres facteurs comme la présence de l'offre de formation et de remédiation ?

## 4 zooms (séquence 2)

- Vitry-le-François ;
- Meurthe et Moselle ;
- Strasbourg ;
- Stenay.



- Sous-préfecture de la Marne, (13 000 habitants, perd des habitants de 2006 à 2011) ;
- **cumul** de tous risques sociaux, revenu 14 000 euros (18 000 moy), 17 % chômeurs parmi les 15-64 ans, plus de 50 % d'habitat social (2 zones urbaines sensibles - ZUS), > 50 % des 45-54 sans diplôme, 60 % des élèves de moins de 17 ans, parents catégories socio-professionnelles (CSP) défavorisées (moy 35 %), etc.
- > 20 % des emplois dans l'industrie (moy 13), **désindustrialisation** depuis 30 ans : comme St Dizier, a perdu plus de 10 % de ses emplois totaux entre 2008 et 2012 !

HAUSSE DU CHÔMAGE

# Comment la crise frappe les territoires français

Entre 2008 et 2012, 300 000 emplois ont disparu. Les bassins d'emploi du nord-est sont les plus touchés

Comment la crise a-t-elle touché la France? Cinq ans après la chute de Lehman Brothers, *Le Monde* revient sur l'impact du ralentissement économique bassin d'emploi par bassin d'emploi. Entre Nemours (Seine-et-Marne), qui a perdu en quatre ans plus de 14 % de ses emplois, et Sartène-Propriano (Corse-du-Sud), qui en a gagné près de 20 %, les Français ont de fait vécu très différemment ces années de crise selon l'endroit où ils habitent. Les chiffres compilés par les organismes de recouvrement des cotisations (Urssaf) permettent de voir exactement l'impact du ralentissement territoire par territoire.

Les données des Urssaf montrent ainsi que le quart nord-est de la France a nettement plus perdu d'emplois que l'arc qui va de la Bretagne aux Alpes. Alors que les régions fortement industrielles du Nord-Pas-de-Calais, de la Picardie, de la Lorraine ou de Champagne-Ardenne font figure de grandes perdantes, des zones entières de la façade atlantique et méditerranéenne ont de leur côté continué à créer des emplois. Néanmoins, le chômage a pu y augmenter, puisque les créations d'emplois peuvent ne pas suffire à compenser la hausse de la population active dans ces zones où la démographie reste très dynamique en raison des flux migratoires.

Les métropoles de l'Ouest ont particulièrement continué à créer des emplois avec une hausse de près de 5 % à Toulouse, 3,4 % à Nantes ou 3,2 % à Bordeaux. Les grandes villes affichent globalement des résultats plutôt positifs, même si les créations ont été moins fortes à Lyon, Lille ou Marseille.

La Corse compte les six zones aux progressions les plus fortes, même si le taux de chômage y reste élevé. Par ailleurs, des bassins d'emploi très dynamiques, comme Vitry (Ile-et-Vilaine) - 5,9 % de chômage fin 2012 -, ont continué à créer de nombreux emplois. Dans

**Une timide reprise a été stoppée net en 2012**

Entre 2008 et 2012, la France a perdu environ 300 000 postes.

une très mauvaise situation avec près de 12 % de chômeurs et plus de 10 % d'emplois détruits en quatre ans, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) fait figure d'exception dans une zone géographique relativement préservée qui recoupe l'ouest et le sud-ouest de la France.

Mais les créations d'emplois n'empêchent pas forcément l'explosion du chômage. Le Languedoc-Roussillon, touché par un chômage endémique (14,5 %), compte de nombreuses zones qui ont moins détruit d'emplois que le reste de la France et qui en ont parfois même créé, à l'image d'Arles, Perpignan, Narbonne, Béziers ou Sète.

## Grande perdante

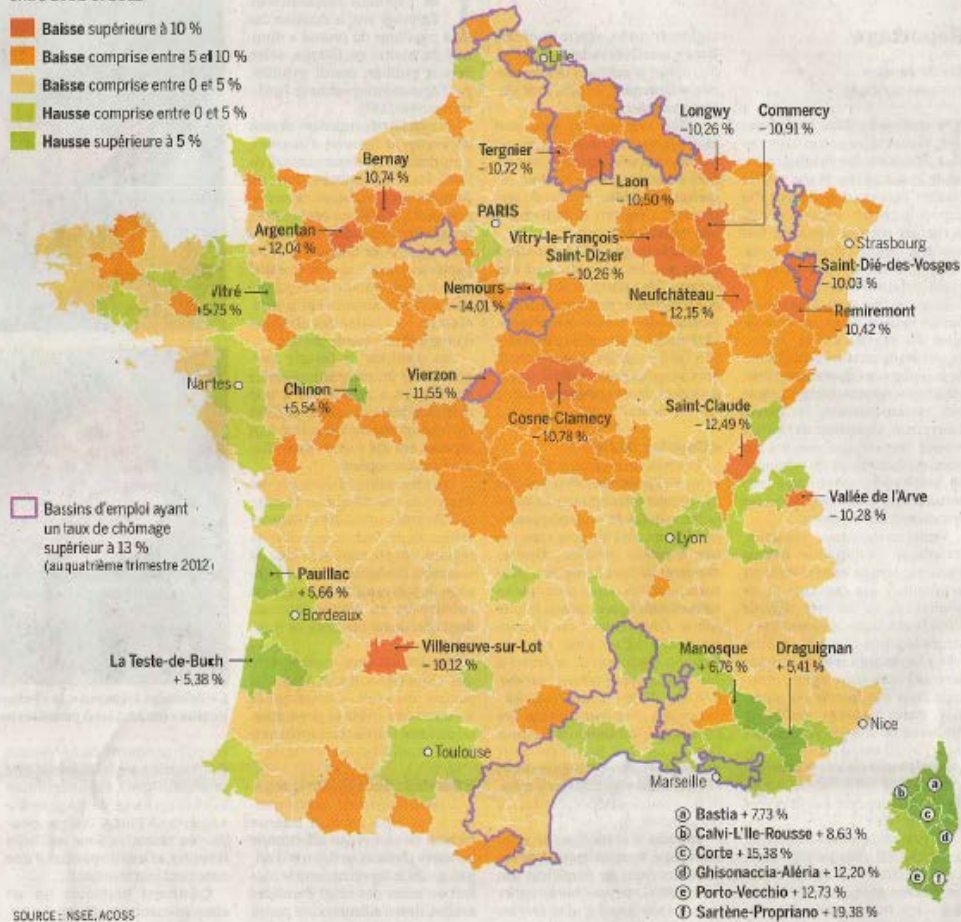
Si la moitié des zones ont perdu plus de 3,2 % d'emplois, seize d'entre elles ont particulièrement souffert de la crise avec des pertes supérieures à 10 % en quatre ans. Les zones qui affichent les plus fortes baisses ne figurent pas forcément dans celles au chômage le plus élevé. Nemours et Saint-Claude affichent les deux plus grosses pertes d'emplois (respectivement -14 % et -12,6 %), alors qu'elles ont l'un des taux de chômage les plus faibles de France. D'autres zones qui affichent aussi des taux de chômage très faibles, autour de 6 % fin 2012, ont davantage souffert que la moyenne, comme Rambouillet (-9,4 % d'emplois), Molsheim (-4,7 %), Versailles (-4,2 %).

De fait, les zones qui ont perdu le plus d'emplois sont surtout celles où l'industrie joue un rôle important, comme la vallée de l'Arve dans la région de Chamonix (Haute-Savoie). Longwy et Remiremont en Lorraine. La petite zone d'emploi fortement industrielle de Tergnier (Aisne) affiche un des plus mauvais résultats, avec 16,2 % de chômage en 2012 et 10,75 % d'emplois détruits en quatre ans. Calais (Pas-de-Calais) est également dans une situation extrêmement difficile, avec 9,6 % d'emplois perdus en quatre ans et un taux de chômage qui culmine à 17,8 % fin 2012.

Sur les vingt zones d'emploi au taux de chômage le plus élevé fin 2012, douze ont détruit plus d'emplois que la moyenne en quatre ans. Des zones entières du Nord-

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS PAR BASSIN D'EMPLOI entre 2008 et 2012

- Baisse supérieure à 10 %
- Baisse comprise entre 5 et 10 %
- Baisse comprise entre 0 et 5 %
- Hausse comprise entre 0 et 5 %
- Hausse supérieure à 5 %

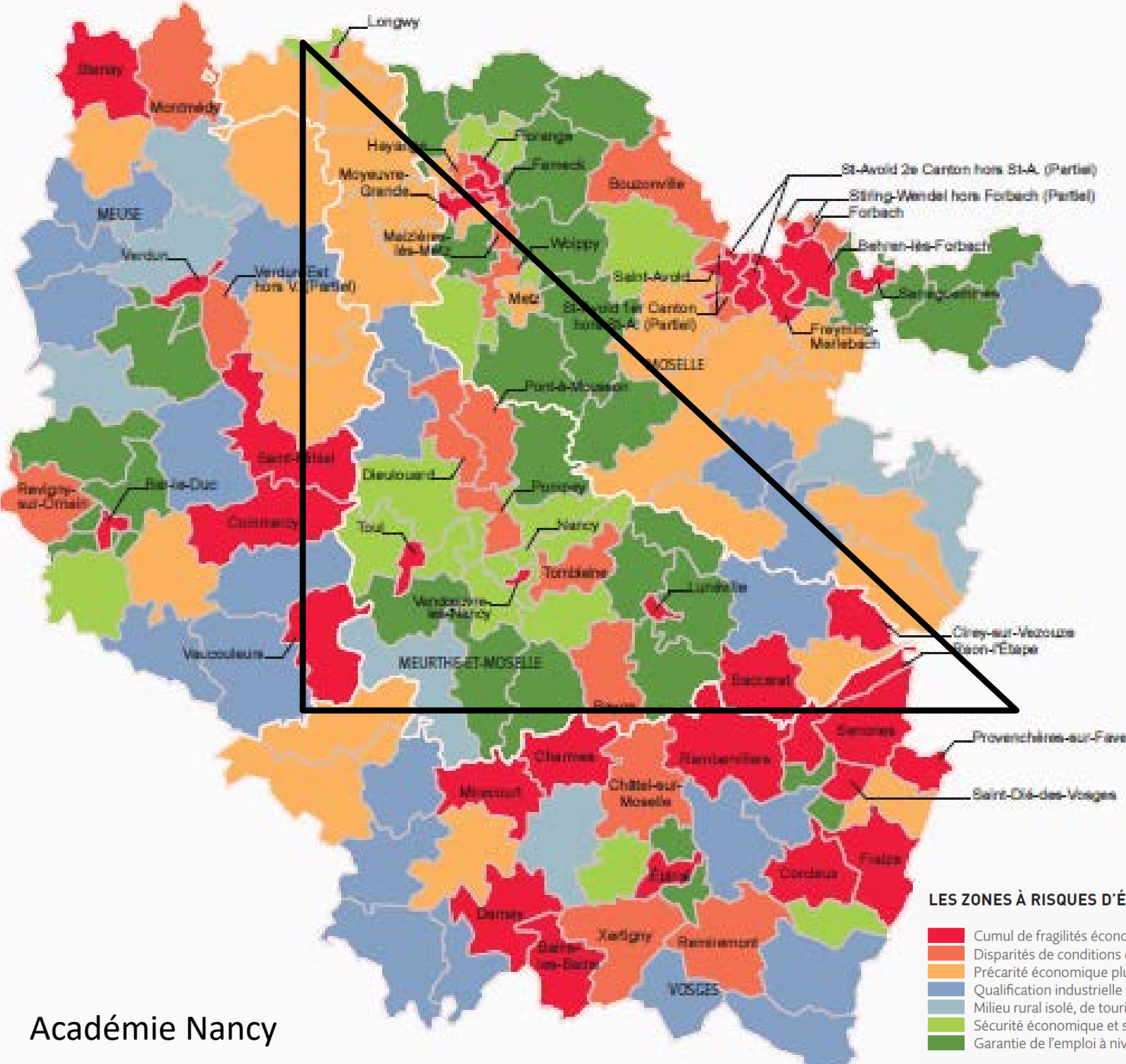


SOURCE : NSEE, ACOSS

A Saint-Dizier, la double peine des destructions d'emplois industriels et du manque de travailleurs qualifiés

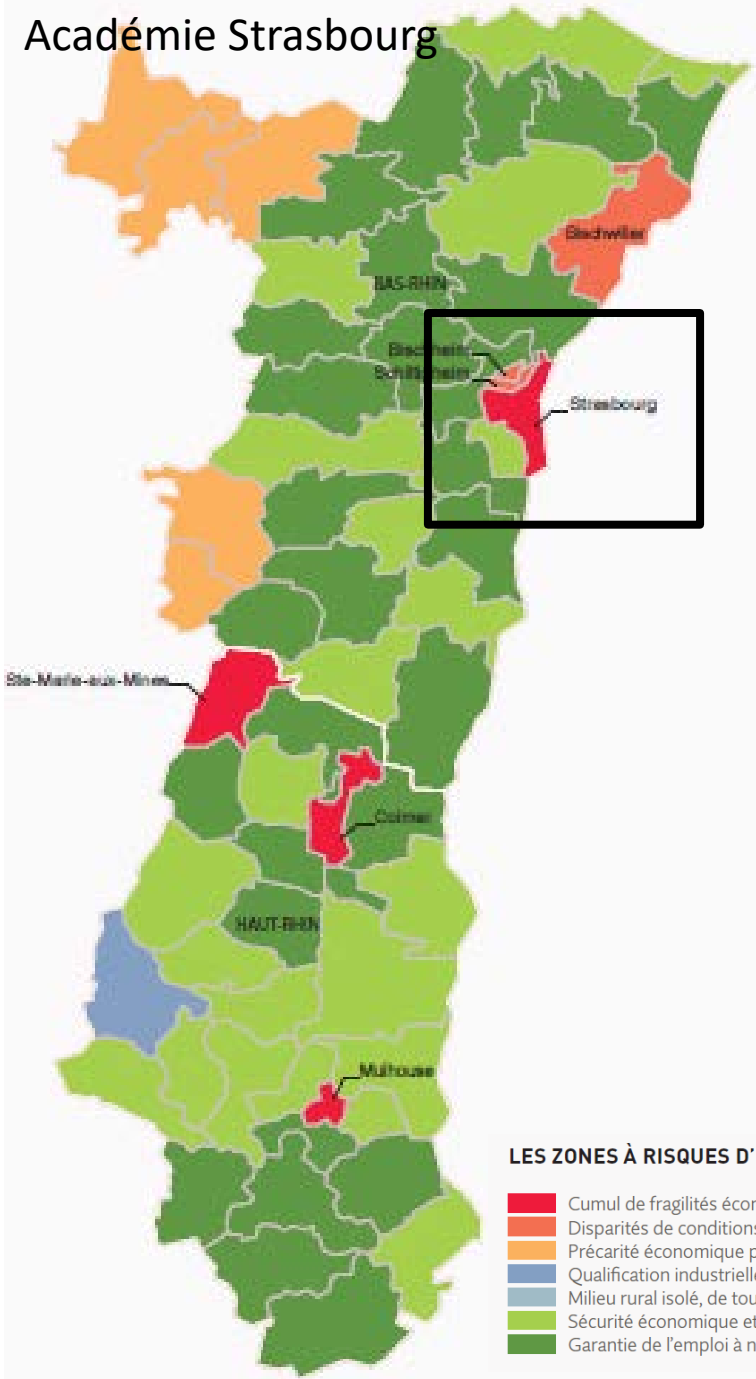
# Meurthe et Moselle

- Densément peuplée (730 000 h), bases industrielles lourdes (Longwy, Briey, vallée de l'Orne, Pont-à-Mousson, etc.) ;
- un des départements les plus tertiaires du Nord-Est (aire urbaine nancéienne de 433 000 h), crise : déjà vers 1985 Nancy locomotive du redéploiement régional ;
- au nord bénéfice de la proximité du Luxembourg ;
- 54 % des ménages imposés.



**LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE**

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

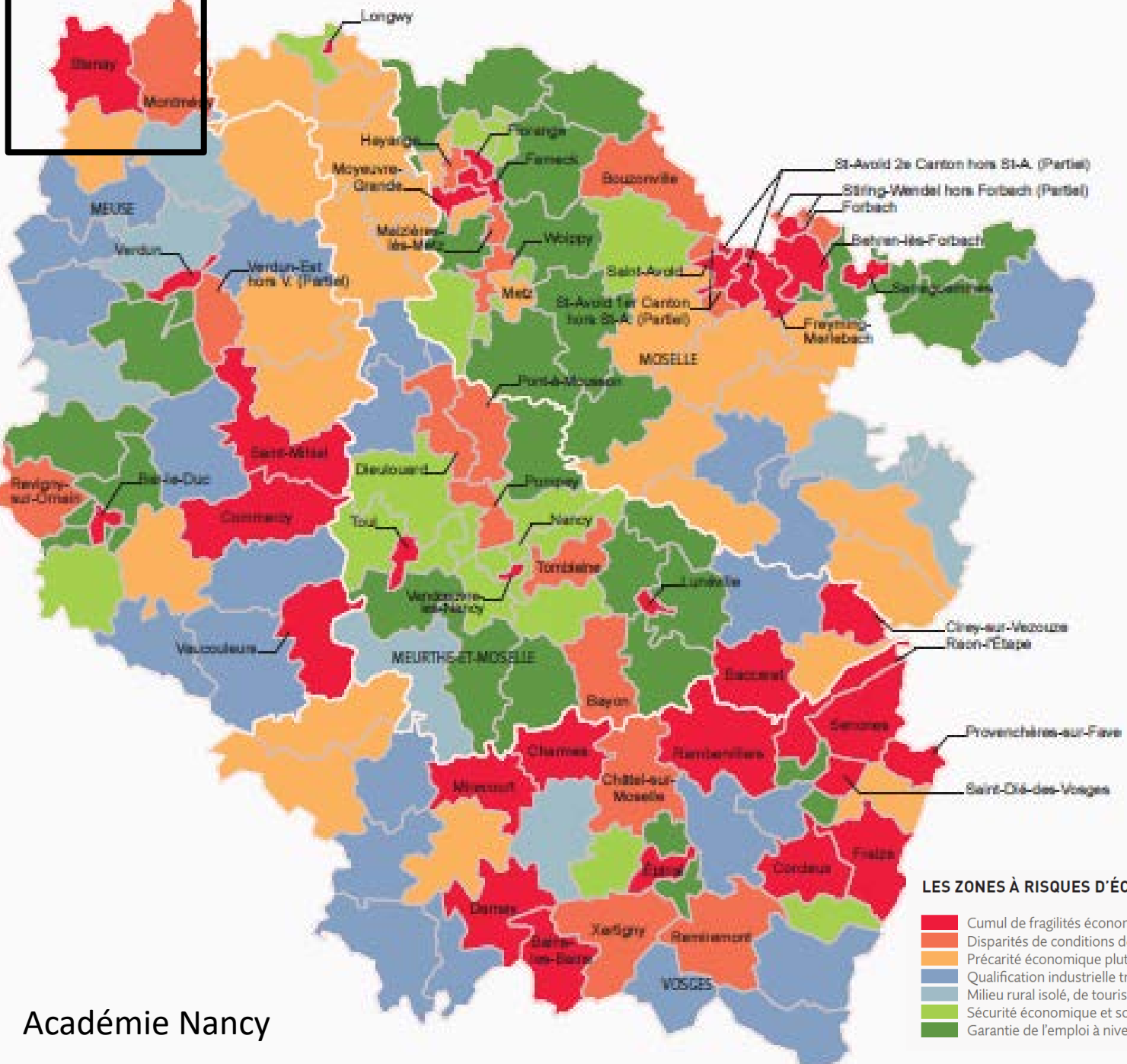


- (aire urbaine de 770 000 h en 2013), fonctions internationales (parlement Union européenne), bancaires, universitaires...et industries denses et variées (GM, Legrand, brasseries, etc.), 2<sup>ème</sup> port fluvial de France ;
- 8 ZUS, 22 % habitat social, 40 % des élèves de moins de 17 ans, parents CSP défavorisées (moy 35 %), 12 % pop au revenu de solidarité active (RSA).



# Stenay, canton "hyper-rural"

- 43 km NNO Verdun, 30 h/ km<sup>2</sup> (6200 h) ;
- industriel : papeterie (210 salariés), a perdu en 2005 sa dernière fonderie d'acier ;
- maçonnerie, négoce de matériel agricole, transports routiers, supermarchés, musée européen de la bière ;
- revenu 16 200, 38 % non diplômés 45-54 ans, 57 % des élèves de moins de 17 ans, parents CSP défavorisées (moy 35 %).



**LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE**

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

# Observatoire départemental de la pauvreté des enfants en Meurthe-et- Moselle

Indicateurs et analyses

# EXTRAITS

Service Contrôle de Gestion Observatoire Évaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation

Plan de lutte contre la  
pauvreté des enfants

<b>Indicateur</b>	<b>Source</b>	<b>Page</b>
<b>Contexte socio-démographique</b>		
Indice de pauvreté - précarité	CD54, CGOE	8
Taux de pauvreté Filocom en 2013	MEDDE, SOeS	13
Part des 15-19 ans non scolarisés sans diplôme en 2012	INSEE	17
Enfants de 0-17 ans vivant en famille monoparentale selon l'activité du parent en 2012	INSEE	22
Profession et catégorie socio-professionnelle (PCS) de la personne de référence de la famille en 2012	INSEE	27
Part des 16-25 ans accompagnés par une mission locale en 2014	Lorraine parcours métiers	32
<b>Enseignement</b>		
Taux de scolarisation des enfants âgés de 2 ans en 2012	INSEE	37
Taux d'élèves en retard à l'entrée en 6ème entre 2013 et 2015	IA54	42
Taux d'accès de la 6ème à la 3ème en 2015	IA54	46
Elèves scolarisés en SEGPA selon la profession et catégorie socio-professionnelle (PCS) des parents entre 2012 et 2015	IA54	50
Taux de boursiers dans les collèges entre 2013 et 2015	IA54	53
Indice social des collèges entre 2013 et 2015	IA54	57
Taux d'accès de la 2nde au baccalauréat entre 2012 et 2014	IA54	61
<b>Mesures ASE et prestations CAF</b>		
Taux de bénéficiaires de mesures ASE en 2015	CD54, DEF	66
Part des ménages dont les prestations CAF représentent 100% des revenus en 2014	CAF54	70
<b>Santé</b>		
<b>Certificats de santé :</b>		
Tabac pendant la grossesse (enfants nés en 2014)	CD54, PMI	76
Taux de prématurité (enfants nés en 2015)	CD54, PMI	81
<b>Bilans de santé en école maternelle 2014-2015 :</b>		
Examen du langage	CD54, PMI	86
Bilan dentaire	CD54, PMI	91
Examen somatique	CD54, PMI	96

Service Contrôle de Gestion Observatoire Évaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation

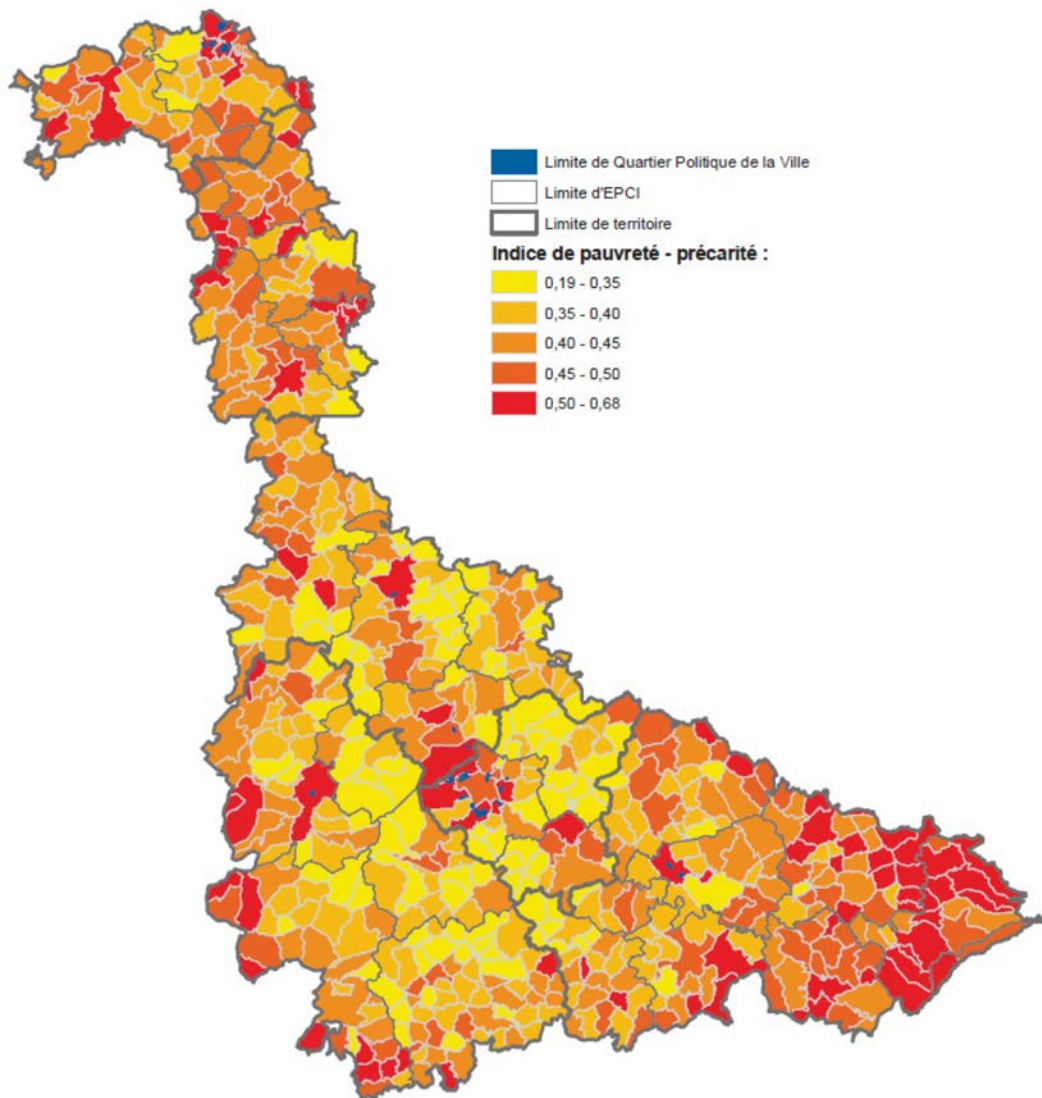
# CARTE DES INTERCOMMUNALITES



Service Contrôle de Gestion Observatoire Évaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation

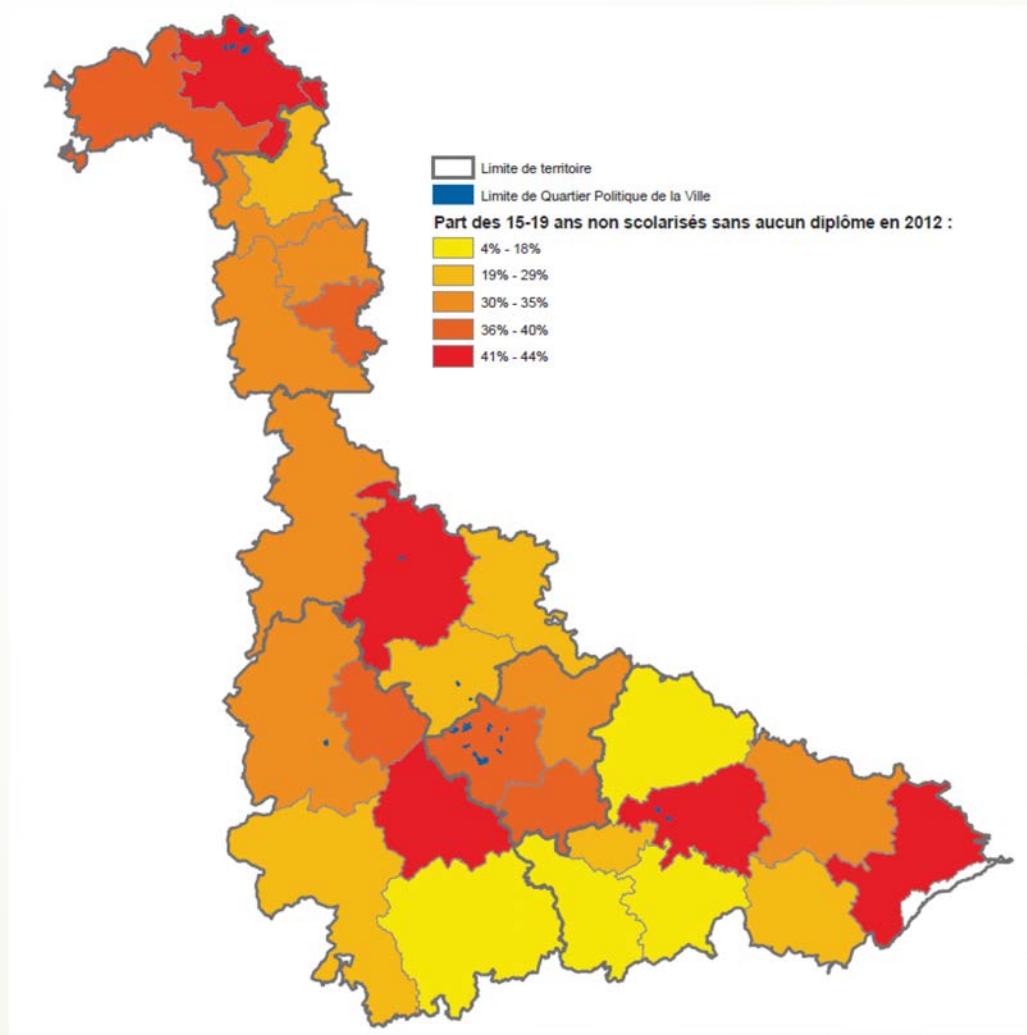
# INDICE DE PAUVRETE - PRECARITE



Service Contrôle

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation

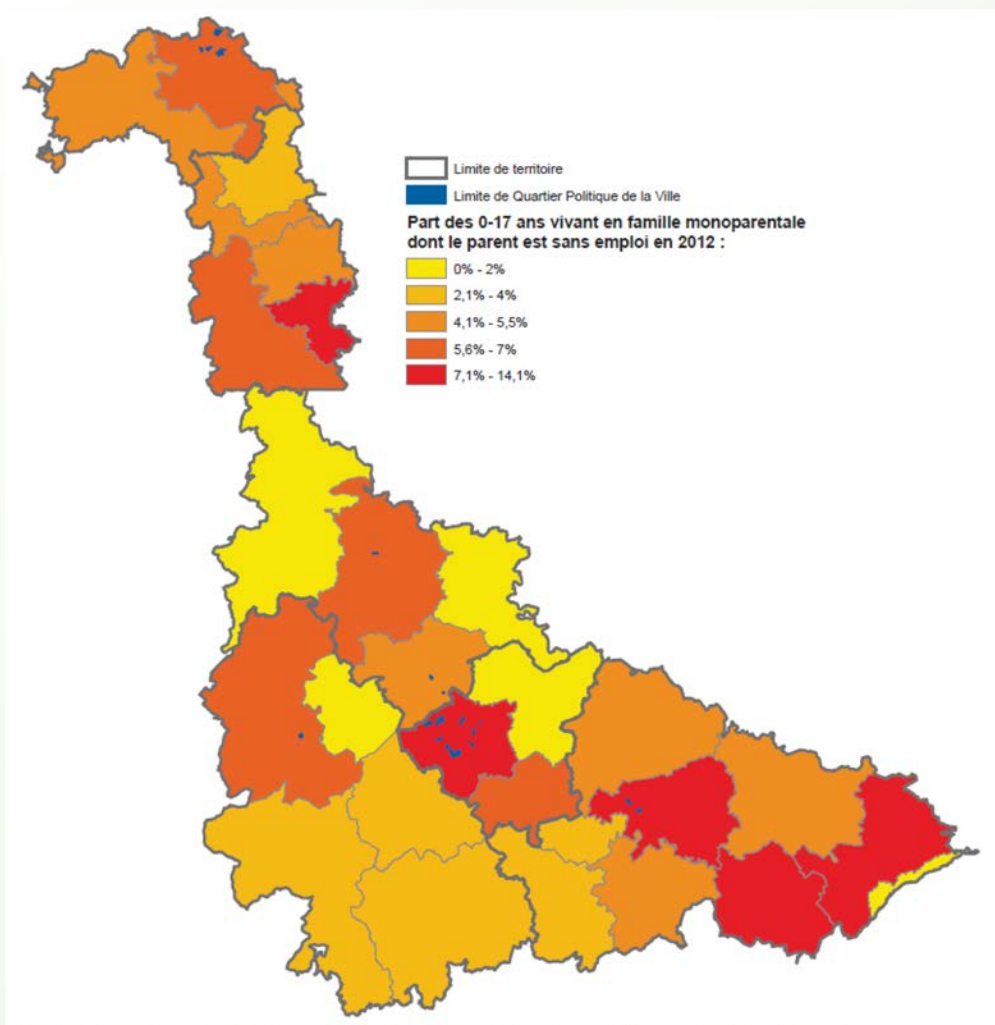
# PART DES 15-19 NON SCOLARISES SANS DIPLOME EN 2012



Service Contrôle de Gestion Observatoire Évaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation

# ENFANTS DE 0-17 ANS VIVANT EN FAMILLE MONOPARENTALE SELON L'ACTIVITE DU PARENT EN 2012

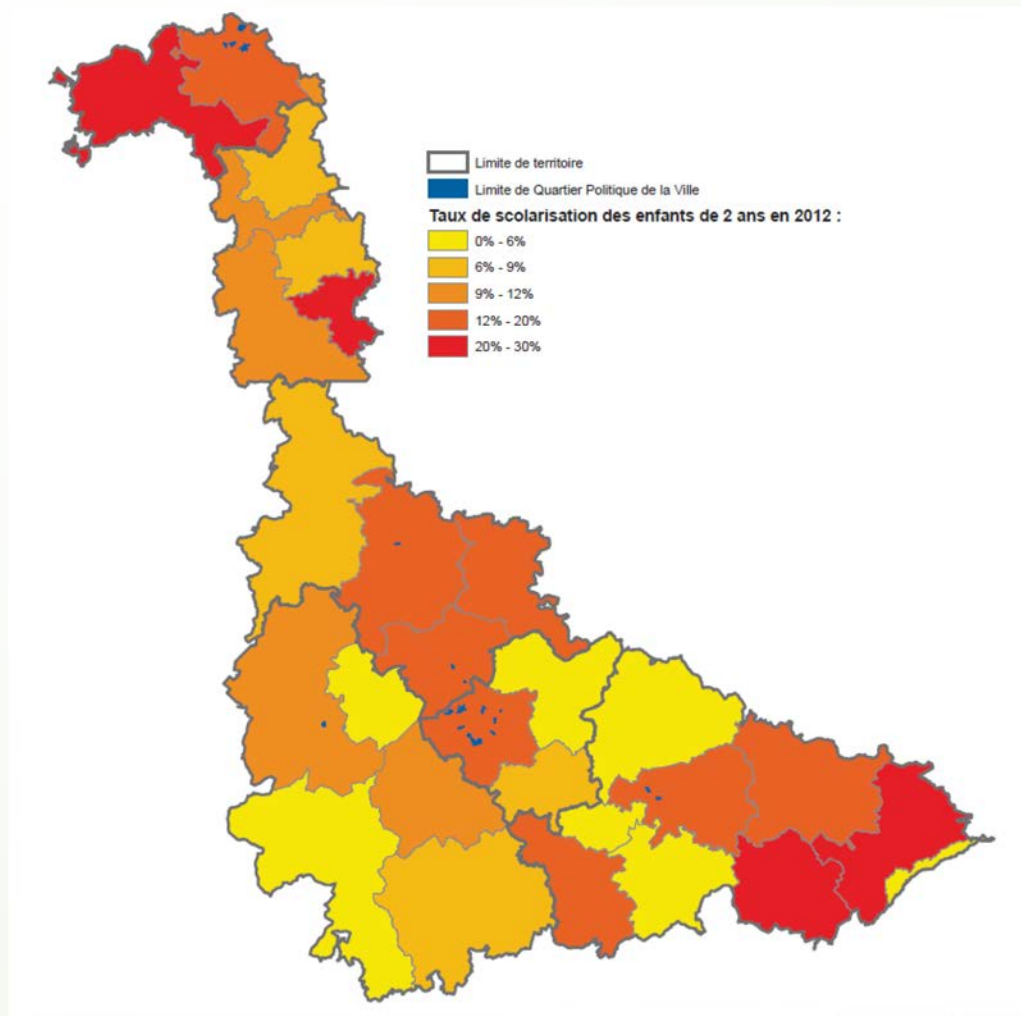


Service Contrôle de Gestion Observatoire Evaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation



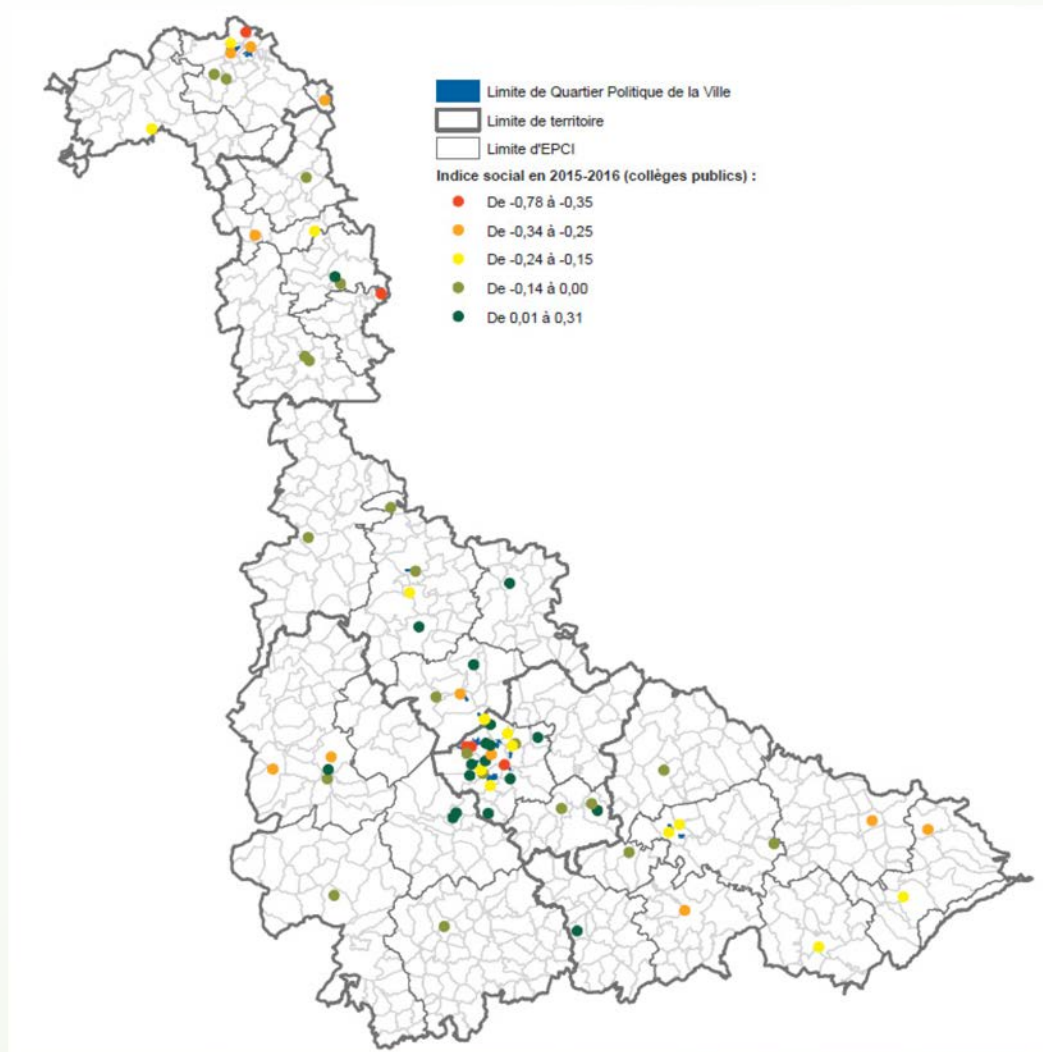
# TAUX DE SCOLARISATION DES ENFANTS AGES DE 2 ANS EN 2012



Service Contrôle de Gestion Observatoire Évaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation

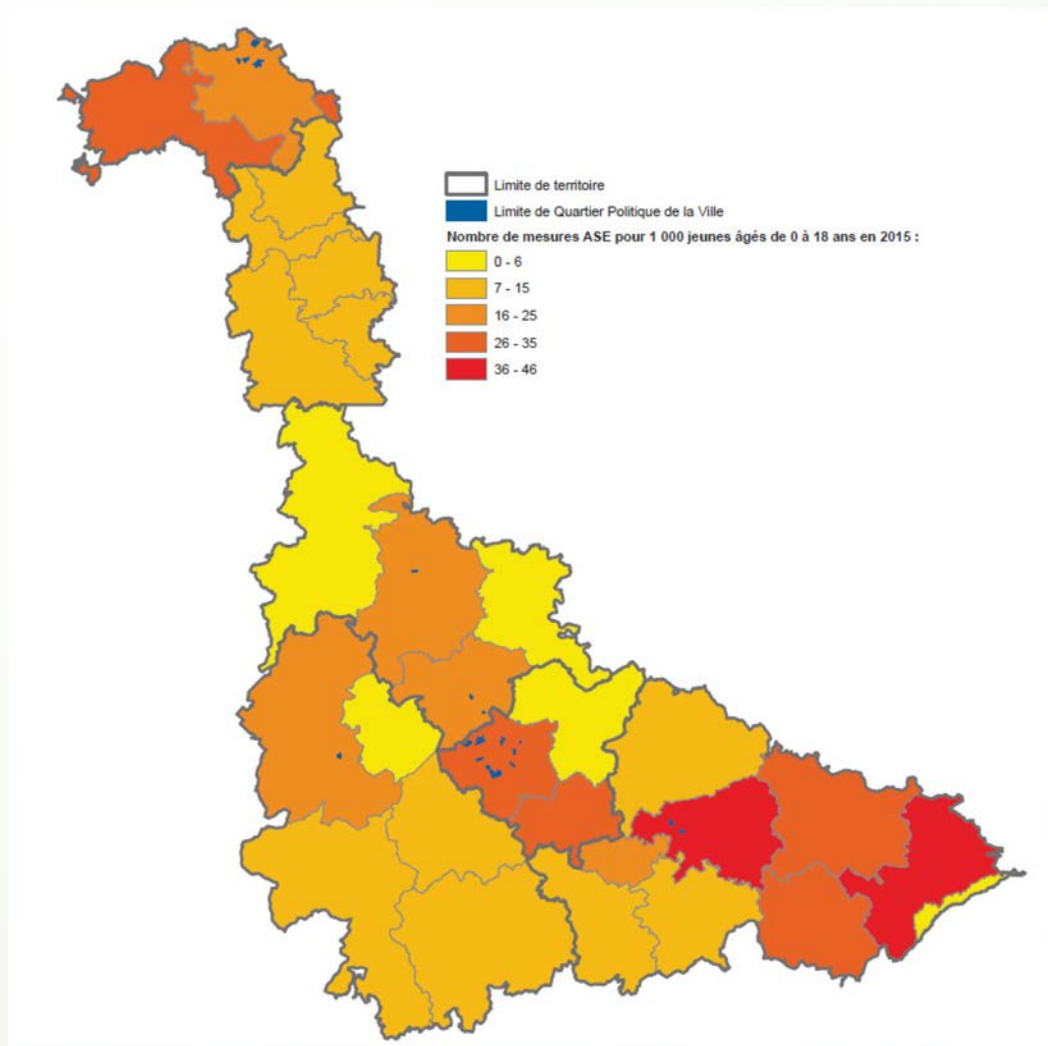
# INDICE SOCIAL DES COLLEGES ENTRE 2013 ET 2015



Service Contrôle de Gestion Observatoire Évaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation

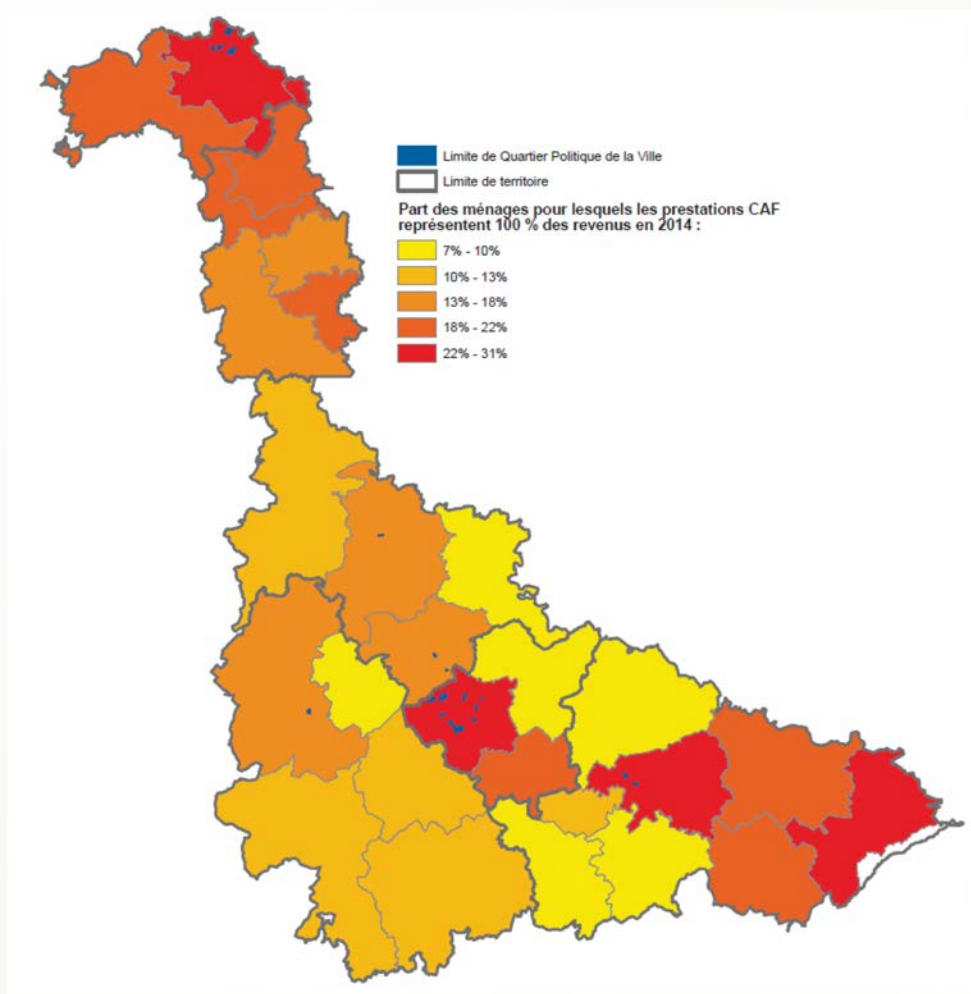
# TAUX DE BENEFICIAIRES DE MESURES ASE EN 2015



Service Contrôle de Gestion Observatoire Évaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation

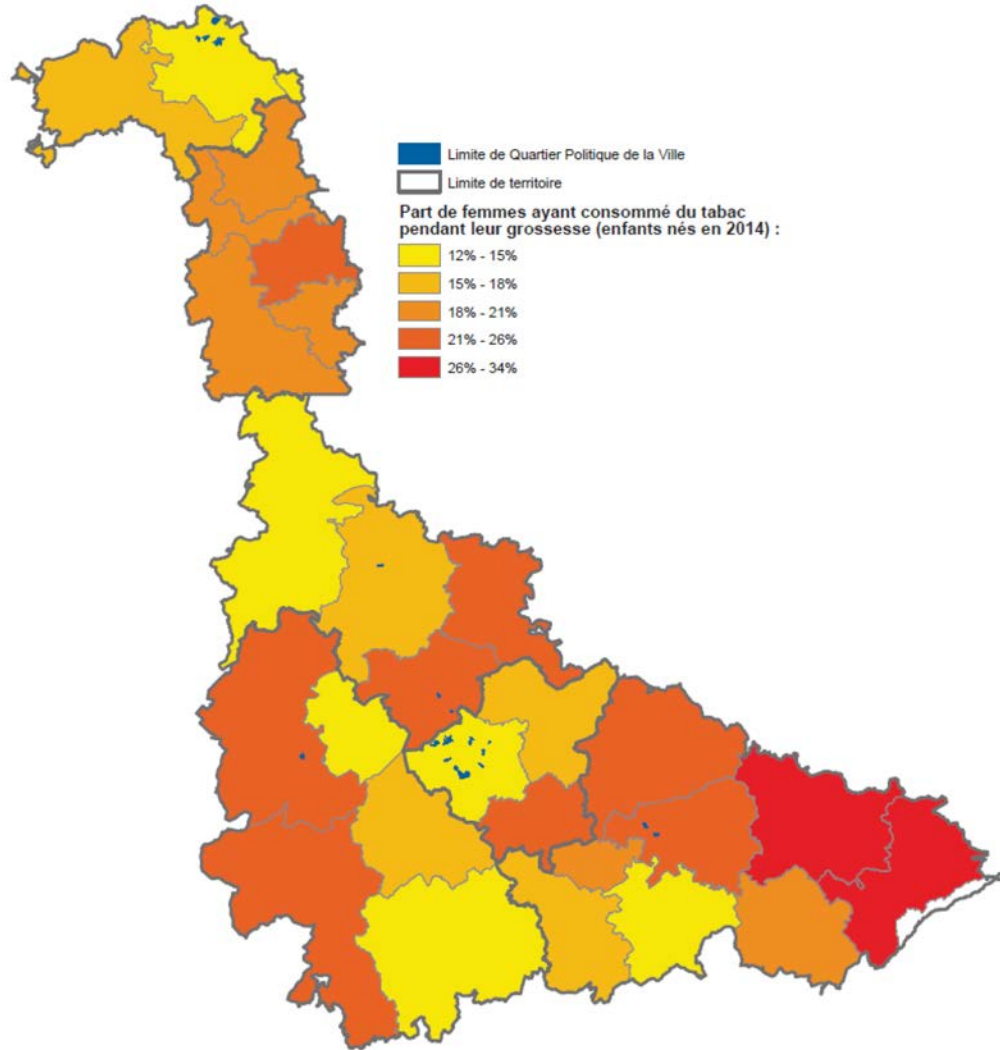
# PART DES MENAGES DONT LES PRESTATIONS CAF REPRESENTENT 100 % DES REVENUS EN 2014



Service Contrôle de Gestion Observatoire Évaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation

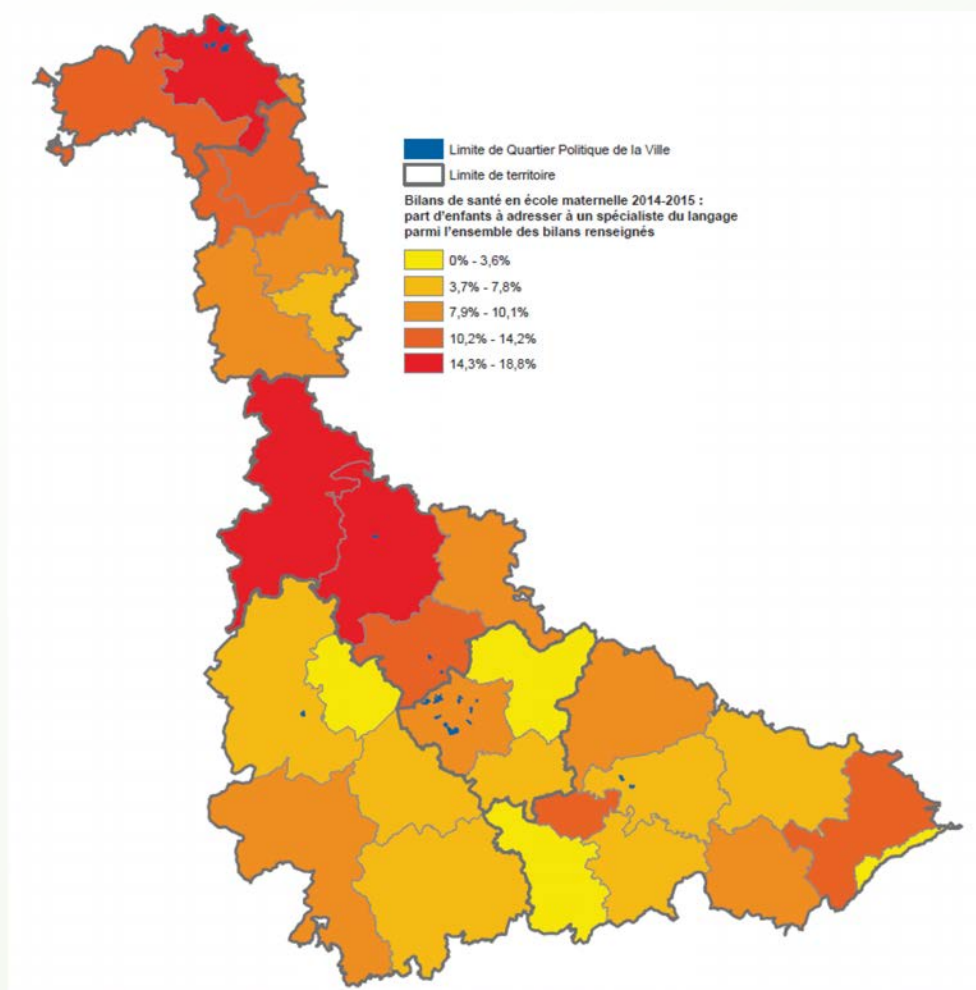
# TABAC PENDANT LA GROSSESSE (ENFANTS NES EN 2014)



Service Contrôle de Gestion Observatoire Évaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation

# EXAMEN DU LANGAGE (BILANS DE SANTE EN ECOLE MATERNELLE 2014-2015)



Service Contrôle de Gestion Observatoire Évaluation (CGOE)

Direction des finances  
affaires juridiques  
évaluation